

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

DIRECTION INTERRÉGIONALE DE TOULOUSE

SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DE TARN-ET-GARONNE

ANTENNE LOCALE D'INSERTION ET DE PROBATION DE MONTAUBAN

Le directeur pénitentiaire d'insertion et de probation stagiaire

Compte rendu - Consultations citoyennes sur l'Europe

En partenariat avec l'association « les vidéophages » de Toulouse, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) de Tarn-et-Garonne, a organisé un ciné-débat autour de l'Europe au sein de la maison d'arrêt de Montauban. Cette programmation répond à l'appel à candidature de la direction interrégionale de Toulouse pour l'organisation d'une consultation citoyenne sur l'Europe au sein des établissements pénitentiaires de la région.

La projection des courts-métrages le mercredi 10 octobre a permis de réunir 11 participants. La diversité des courts métrages sélectionnés par l'association était l'occasion de susciter le débat et d'interroger les personnes détenues sur leur vision de l'Union Européenne et de son fonctionnement actuel. Cette diffusion était aussi l'occasion pour les personnes détenues de s'exprimer sur le futur de l'Europe et ce qu'elles voudraient voir se développer au sein de cette union politique.

- Le premier court-métrage, LISBOA ORCHESTRA de M. Guillame DELAPERRIERE, était l'occasion d'introduire cette diffusion de court-métrage au gré des sons urbains de Lisbonne. Il a permis à l'assemblée de s'interroger sur le sentiment de citoyenneté européenne. Si la plupart des personnes détenues se disent heureuses d'appartenir à une communauté européenne, elles relèvent cependant que le sentiment de citoyenneté européenne est peu présent. Le sentiment de citoyenneté nationale est d'abord mis en avant. Le seul moment où les participants se sentent européens c'est lorsqu'ils peuvent passer les frontières librement, qu'ils se retrouvent dans un autre pays de cette communauté. Cependant ils relèvent que le sentiment d'être européen, de partager des valeurs communes, est variable selon les pays. Ils s'interrogent sur l'expansion européenne et se demandent si les mêmes valeurs sont véritablement partagées au sein de cette communauté. Une seule personne évoque le fait de ne pas se sentir européen mais étranger lorsqu'ils se retrouvent dans un pays de l'espace Schengen. L'expansion européenne est pour lui une erreur et l'Europe aurait dû se cantonner à l'Europe des douze voir des quinze.
- Le second court-métrage, BALAYER MADRID de Mme Irène BAILLO, était l'occasion pour les personnes présentes de s'interroger sur le travail au sein de l'Union Européenne et sur l'article 15 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne de 2000. Les personnes détenues soulèvent qu'elles pourraient partir travailler à l'étranger, mais que les différences de salaires entre les pays n'incitent pas à le faire. De la même manière elles estiment que les travailleurs européens qui viennent travailler en France pour des salaires basés sur le salaire minimum de leur pays est une problématique.
Par analogie, les participants se sont interrogés sur l'immigration en Europe. Pour la totalité des

personnes présentes, la question la plus importante pour les années à venir sera celle de l'immigration. Pour elles, il s'agit de permettre à chacun de pouvoir vivre sa vie de façon digne et pour les participants, l'Europe doit contribuer à améliorer les conditions de vie des personnes qui immigreront.

- Le troisième court-métrage, YES WE LOVE de M. Hallvar WITZO, était l'occasion pour les personnes détenues de s'interroger sur la prééminence du nationalisme au sein de l'Union Européenne et le fait que les échanges entre pays, à l'instar du programme ERASMUS, doivent être poursuivis et développés. Alors que les fêtes nationales de chaque pays sont un moment de rassemblement important et de fête partagée, les participants s'interrogent sur le manque de préoccupation des citoyens européens pour la fête européenne du 9 mai. Ils s'interrogent également sur la prééminence de ce sentiment national à l'heure actuelle au détriment de la solidarité européenne et de la montée des nationalismes.
- Le quatrième court-métrage, CASUS BELI de M. Georgios ZOIS, était l'occasion pour les personnes présentes de s'interroger sur la solidarité au sein de l'Union Européenne lors de la crise grecque et du fonctionnement politique de cette communauté à l'heure actuelle. Alors que les citoyens élisent le parlement, les membres du débat s'interrogent sur son véritable poids au sein de l'institution. Ils ont l'impression que le vote des citoyens au sein de l'Union n'a que peu d'impact. La diffusion de ce court métrage a été aussi l'occasion pour eux de s'interroger sur la déclaration de M. Emmanuel MACRON, Président de la République, qui évoquait, lors de son discours à l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire, sa volonté de faciliter le vote des personnes détenues.

Lors des débats, après la diffusion de chaque court métrage, les personnes détenues ont exprimé plusieurs idées pour permettre un développement de l'Union Européenne :

- Plusieurs personnes souhaiteraient que le fonctionnement politique de l'Union Européenne soit moins opaque et que le Parlement joue pleinement son rôle. Il faut simplifier selon eux la triptyque politique actuelle. Il faut également selon eux stopper l'extension européenne au profit d'un approfondissement.
- La plupart des participants souhaiteraient plus de lois communes entre les pays de l'Union, notamment sur le minimum de salaire afin de faciliter les déplacements de population au sein de l'espace Schengen. Les personnes pensent qu'il serait plus simple de partir s'installer dans d'autres pays si elles étaient sûres de ne pas perdre leur condition de vie actuelle. Cela passe selon elles par des salaires et des niveaux de protection sociale identiques dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne.
- Les personnes souhaiteraient également voir développés les échanges sur le modèle ERASMUS afin d'augmenter le sentiment européen.
- Si les personnes présentes s'accordent sur le fait que l'immigration est un enjeu important, leurs solutions pour y faire face diffèrent. Plusieurs d'entre eux pensent que l'espace Schengen doit renforcer ses frontières extérieures et contenir l'immigration. L'Union Européenne devant alors aider les pays à se développer par eux-mêmes et permettre à ces pays d'assurer des meilleures conditions de vie à leur ressortissant. Pour d'autres, l'Union Européenne doit accueillir ses personnes et leur permettre de s'installer de manière pérenne au sein de l'Union.
- Enfin, deux personnes pensent qu'il serait opportun d'abandonner la monnaie unique, source selon eux de l'augmentation du coût de la vie en France.

CONSULTATION CITOYENNE EUROPÉENNE

- NOM : Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Tarn-et-Garonne.
- PRENOM : Mme Nathalie RAMBERT, Directrice fonctionnelle du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Tarn-et-Garonne.
- ADRESSE : 14 Place Prax Paris, CS 50842, 82008 MONTAUBAN CEDEX.
- NUMERO DE TELEPHONE : 05.63.21.01.71
- RAISON SOCIALE :

INFORMATIONS PRATIQUES :

- INTITULE DE L'ACTIVITE :
Ciné-débat autour de l'Europe.
- DESCRIPTION DE L'ACTIVITE :

En partenariat avec l'association « les vidéophages » de Toulouse, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) du Tarn-et-Garonne, a organisé un ciné-débat autour de l'Europe au sein de la maison d'arrêt de Montauban. La projection des courts-métrages sélectionnés par l'association était l'occasion de susciter le débat et d'interroger les personnes détenues sur leur vision de l'Union Européenne et de son fonctionnement actuel. Cette diffusion était aussi l'occasion pour les personnes détenues de s'exprimer sur le futur de l'Europe et ce qu'elles voudraient voir se développer au sein de cette union politique.
- DATE ET HEURE :
Mercredi 10 octobre, 14h-17h.
- LIEU :
Quartier socio-culturel de la maison d'arrêt de Montauban.
- NOMBRE DE PARTICIPANTS :
11
- CATEGORIES DE PERSONNES PRESENTES :
Personnes détenues de la maison d'arrêt de Montauban. Des hommes de 20 à 64 ans.
- NOM DES INTERVENANTS OU DES GRANDS TEMOINS S'ETANT EXPRIME :
 - Mme Jalila BOUANINI, coordinatrice socio-culturelle du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Tarn-et-Garonne.
 - M. Fabrice GODARD, membre de l'association « Les videophages ». Association qui milite pour faire découvrir et diffuser le format cinématographique du court-métrage.
 - M. Mathieu GALOPIN, Directeur Pénitentiaire d'Insertion et de Probation stagiaire.
- THEMES EVOQUES :
 - L'immigration en Europe.
 - La monnaie unique.
 - L'Europe sociale.
 - Le sentiment européen.
 - Les valeurs de l'Europe.
 - Le travail en Europe.

- Le repli nationaliste.
- Le fonctionnement politique de l'Union Européenne.

SYNTHESE DE L'ACTIVITE :

QUESTIONS/ATTENTES/PROBLEMES SOULEVES :

La diversité des courts métrages sélectionnés par l'association les vidéophages avait pour but de questionner les participants sur l'Union Européenne et les moyens de préserver ou développer cette union par des actions concrètes.

Le premier court-métrage, LISBOA ORCHESTRA de M. Guillaume DELAPERRIERE, était l'occasion d'introduire cette diffusion de court-métrage au gré des sons urbains de Lisbonne. Il a permis à l'assemblée de s'interroger sur le sentiment de citoyenneté européenne. Si la plupart des personnes détenues se disent heureuses d'appartenir à une communauté européenne, elles relèvent cependant que le sentiment de citoyenneté européenne est peu présent. Le sentiment de citoyenneté nationale est d'abord mis en avant. Le seul moment où les participants se sentent européens c'est lorsqu'ils peuvent passer les frontières librement, qu'ils se retrouvent dans un autre pays de cette communauté. Cependant ils relèvent que le sentiment d'être européen, de partager des valeurs communes, est variable selon les pays. Ils s'interrogent sur l'expansion européenne et se demandent si les mêmes valeurs sont véritablement partagées au sein de cette communauté. Une seule personne évoque le fait de ne pas se sentir européen mais étranger lorsqu'ils se retrouvent dans un pays de l'espace Schengen. L'expansion européenne est pour lui une erreur et l'Europe aurait dû se cantonner à l'Europe des douze voir des quinze.

Le second court-métrage, BALAYER MADRID de Mme Irène BAILLO, était l'occasion pour les personnes présentes de s'interroger sur le travail au sein de l'Union Européenne et sur l'article 15 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne de 2000. Les personnes détenues soulèvent qu'elles pourraient partir travailler à l'étranger, mais que les différences de salaires entre les pays n'incitent pas à le faire. De la même manière elles estiment que les travailleurs européens qui viennent travailler en France pour des salaires basés sur le salaire minimum de leur pays est une problématique.

Par analogie, les participants se sont interrogés sur l'immigration en Europe. Pour la totalité des personnes présentes, la question la plus importante pour les années à venir sera celle de l'immigration. Pour elles, il s'agit de permettre à chacun de pouvoir vivre sa vie de façon digne et pour les participants, l'Europe doit contribuer à améliorer les conditions de vie des personnes qui immigreront.

Le troisième court-métrage, YES WE LOVE de M. Hallvar WITZO, était l'occasion pour les personnes détenues de s'interroger sur la prééminence du nationalisme au sein de l'Union Européenne et le fait que les échanges entre pays, à l'instar du programme ERASMUS, doivent être poursuivis et développés. Alors que les fêtes nationales de chaque pays sont un moment de rassemblement important et de fête partagée, les participants s'interrogent sur le manque de préoccupation des citoyens européens pour la fête européenne du 9 mai. Ils s'interrogent également sur la prééminence de ce sentiment national à l'heure actuelle au détriment de la solidarité européenne et de la montée des nationalismes.

Le quatrième court-métrage, CASUS BELI de M. Georgios ZOIS, était l'occasion pour les personnes présentes de s'interroger sur la solidarité au sein de l'Union Européenne lors de la crise grecque et du fonctionnement politique de cette communauté à l'heure actuelle. Alors que les citoyens élisent le parlement, les membres du débat s'interrogent sur son véritable poids au sein de l'institution. Ils ont l'impression que le vote des citoyens au sein de l'Union n'a que peu d'impact. La diffusion de ce court métrage a été aussi l'occasion pour eux de s'interroger sur la déclaration de M. Emmanuel MACRON, Président de la République, qui évoquait, lors de son discours à l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire, sa volonté de faciliter le vote des personnes détenues.

PISTES DE PROPOSITION FORMULEES :

Lors des débats, après la diffusion de chaque court métrage, les personnes détenues ont exprimé plusieurs idées pour permettre un développement de l'Union Européenne :

- Plusieurs personnes souhaiteraient que le fonctionnement politique de l'Union Européenne soit moins opaque et que le Parlement joue pleinement son rôle. Il faut simplifier selon eux la triptyque politique actuelle. Il faut également selon eux stopper l'extension européenne au profit d'un approfondissement.
- La plupart des participants souhaiterait plus de lois communes entre les pays de l'Union, notamment sur le minimum de salaire afin de faciliter les déplacements de population au sein de l'espace Schengen. Les personnes pensent qu'il serait plus simple de partir s'installer dans d'autres pays si elles étaient sûres de ne pas perdre leur condition de vie actuelle. Cela passe selon elles par des salaires et des niveaux de protection sociale identiques dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne.
- Les personnes souhaiteraient également voir développées les échanges sur le modèle ERASMUS afin d'augmenter le sentiment européen.
- Si les personnes présentes s'accordent sur le fait que l'immigration est un enjeu important, leurs solutions pour y faire face diffèrent. Plusieurs d'entre eux pensent que l'espace Schengen doit renforcer ses frontières extérieures et contenir l'immigration. L'Union Européenne devant alors aider les pays à se développer par eux-mêmes et permettre à ces pays d'assurer des meilleures conditions de vie à leur ressortissant. Pour d'autres, l'Union Européenne doit accueillir ses personnes et leur permettre de s'installer de manière pérenne au sein de l'Union.
- Enfin, deux personnes pensent qu'il serait opportun d'abandonner la monnaie unique, source selon eux de l'augmentation du coût de la vie en France.